

unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 28 SEP. 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur



BUNGE France

RUE DE YOKOSUKA
ZI Portuaire
29200 Brest

Références : ENV-D-23.0406
Code AIOT : 0005500609

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 15/09/2023 de l'établissement BUNGE France implanté dans la Zone Industrielle Portuaire, rue de Yokosuka à Brest (29200). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUNGE France
- ZI Portuaire rue de Yokosuka 29200 Brest
- Code AIOT : 0005500609
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : OUI

La société BUNGE exploite sur le port de Brest une installation de trituration de soja et de colza pour une capacité de 900 000 tonnes/an. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2006, modifié par les arrêtés du 27 juin 2008, 15 janvier 2020, 7 juillet 2022 et 10 janvier 2023.

L'inspection est de type inopinée. Elle a visé les conditions d'exploitation et d'entretien des systèmes de traitement de sources d'odeurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations de désodorisation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 3.1.3	Mise en demeure, respect de prescription et Mesures d'urgence	Mise en demeure : 1 semaine
2	Plan de gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 14	Mesures d'urgence	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis un an, une des installations de désodorisation n'est plus en fonctionnement. L'exploitant a mis en place un plan d'actions qu'il n'a pas été en mesure de mener à son terme alors que l'origine de la panne est connue depuis 6 mois. L'exploitant a engagé un diagnostic "odeurs" en début d'année afin de réévaluer l'efficacité des dispositifs de prévention d'émissions olfactives et de traitement des sources d'odeurs. Ce diagnostic est encore en cours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations de désodorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2006, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les gaz odorants générés par l'établissement sont collectés, canalisés puis, au besoin, traités dans des installations d'épuration appropriées maintenues en permanence en bon état de fonctionnement.
Constats : L'exploitant a précisé n'avoir reçu aucune plainte pour odeur. Il n'a pas non plus reçu d'alerte de la cellule de veille mise en place par la commune de Brest. Les installations sont équipées de deux dispositifs de désodorisation des effluents gazeux. L'exploitant a déclaré que la tour de lavage des gaz viciés (le scrubber) ne fonctionne plus depuis l'arrêt pour maintenance de 2022. Selon l'exploitant, cet équipement n'a pas un rendement épuratoire exceptionnel. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter les justificatifs de l'efficacité de cet équipement, notamment des résultats de mesures des concentrations et débit d'odeurs en amont et en aval de l'équipement, lorsqu'il était en état de fonctionner. L'exploitant a identifié que le remplacement de la pompe d'injection de soude dans le laveur des gaz par une pompe de technologie différente est à l'origine des dysfonctionnements du dispositif de traitement. Bien que cette cause ait été cernée rapidement puis confirmée en mars 2023, le plan d'actions lancé en début 2023 pour restaurer un fonctionnement normal n'a pas avancé. Aucune mesure compensatoire n'a été mise en place. L'exploitant signale qu'il a contacté son fournisseur de pompe pour obtenir le remplacement de l'équipement inadapté mais n'a pas été en mesure de présenter les ordres de travaux ni le calendrier d'approvisionnement de la pompe de substitution. Les inspecteurs ont perçu des odeurs dans l'environnement. Ces odeurs sont caractéristiques du fonctionnement des installations. Au jour de l'inspection, les installations de trituration étaient alimentées en soja, graine pourtant moins émettrice de composés organo-volatils odorants que le colza.
Proposition de suites : Mise en demeure et Mesures d'urgence

N° 2 : Plan de gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement [...] un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un protocole précisant les actions et le calendrier ; • un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ; • un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; • un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. <p>Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2022, l'exploitant a engagé une étude visant à mettre en place un suivi des odeurs dans l'environnement par olfactométrie. Début 2023, il a confié un diagnostic "odeurs" au bureau d'études ANTEA GROUP. Les mesures réalisées sur les sources d'odeurs canalisées ont été réalisées en juin 2023 puis comparées aux résultats de mesures réalisées en 2015, 2020 et 2021. Une forte variation des concentrations mesurées est constatée. Les inspecteurs notent que les prélèvements d'échantillon de juin 2023 ont été réalisés alors que l'établissement procédait à la trituration de graines de soja moins émettrices de composés odorants que les graines de colza. Les prélèvements ont été réalisés sur les effluents traités par le premier laveur puis rejetés à l'atmosphère. Cette première analyse a été effectuée en fonctionnement normal de l'usine.</p> <p>Les résultats démontrent que le sulfure d'hydrogène est très majoritaire au niveau du rejet 705, suivi du méthylmercaptan puis du diméthylsulfure et le diméthyldisulfure. L'efficacité du second laveur n'est pas vérifiée du fait de son dysfonctionnement. L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier le bon dimensionnement de ses installations de traitement des odeurs, ni leur efficacité au regard des meilleures technologies disponibles.</p>
Proposition de suites : Mesures d'urgence